

Deux États, une même blessure

Soudan et Soudan du Sud, au cœur des dynamiques migratoires contemporaines

SYNTHÈSE DU MINI-DÉBAT « SOUDAN ET SOUDAN DU SUD : ENTRE GUERRE, FRAGMENTATION ET CRISE MIGRATOIRE » ORGANISÉ PAR LE CRI CENTRE & WAPI ET LE CRI LUXEMBOURG

Intervenant • Roland Marchal

Chercheur au Centre de recherches internationales (CERI – Sciences Po Paris), spécialiste des conflits de la Corne de l’Afrique

En quelques mots

On croit souvent que les guerres du Soudan et du Soudan du Sud commencent le jour où les combats font la une. Elles commencent en réalité beaucoup plus tôt, dans une histoire de près de deux siècles où se sont nouées la conquête, la colonisation, la compétition pour le pétrole et l’or, et l’ingérence patiente des puissances voisines.

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan est déchiré par une guerre qui oppose les Forces armées soudanaises aux Forces de soutien rapide. Les Nations unies la décrivent désormais comme la plus grande crise humanitaire et de déplacement de la planète. Plus de quatorze millions de personnes ont fui leur foyer. Plus de trente millions — plus de la moitié du pays — dépendent d’une aide d’urgence pour survivre. Et près de cent cinquante mille y ont déjà perdu la vie.

Le Soudan du Sud, indépendant depuis 2011, n’a lui jamais réussi à devenir un État. Rivalités entre chefs de guerre reconvertis, captation du pétrole, violences intercommunautaires, institutions inexistantes : le plus jeune pays du monde vit sous la menace permanente de son propre effondrement, tout en accueillant plus d’un million de réfugiés venus du Nord.

Le fil rouge de l’intervention de Roland Marchal tient en une phrase : aucune de ces deux crises ne se résume à un choc de généraux ou à une querelle de tribus. Ce sont des produits de l’histoire — héritages coloniaux, États inachevés, économies de prédation, et le rôle décisif de puissances régionales, des Émirats arabes unis à l’Égypte, de la Turquie à la Russie, qui prolongent la guerre en la finançant.

Pour les professionnels de l’intégration, cette histoire n’est pas un supplément d’érudition. C’est un outil de travail. Les récits d’exil, les appartenances, les tensions parfois observées au sein des diasporas ne deviennent lisibles qu’une fois replacés dans leur contexte. Comprendre le Soudan, c’est mieux accompagner celles et ceux qui en viennent.

Introduction

Il y a des guerres qui saturent l'espace médiatique et d'autres qui s'installent dans l'angle mort. Celle du Soudan appartient à la seconde catégorie. Elle est pourtant, aux yeux des Nations unies, la plus grave crise humanitaire du moment — et ses ondes de choc atteignent directement les personnes que les Centres régionaux d'intégration accueillent chaque semaine.

Au printemps 2026, la guerre est entrée dans sa quatrième année. Depuis avril 2023, plus de quatorze millions de personnes ont été jetées sur les routes ; près de quatre millions et demi ont franchi une frontière, vers l'Égypte, le Tchad, l'Éthiopie ou le Soudan du Sud. Ce dernier, déjà exsangue, abrite plus d'un million de réfugiés soudanais tout en luttant contre sa propre faim et sa propre insécurité.

C'est pour éclairer ces réalités que le CRI Centre & Wapi et le CRI Luxembourg ont convié Roland Marchal, l'un des meilleurs connaisseurs de la Corne de l'Afrique. Pendant près de deux heures, il a déroulé le fil long de deux crises que l'on présente trop souvent comme distinctes, et qui ne sont en vérité que deux visages d'une même histoire régionale. Loin des lectures qui opposent deux camps ou deux ethnies, il a invité son auditoire à remonter le temps : la conquête, la colonisation à deux vitesses, les États nés inachevés, la ruée sur les ressources, les jeux d'influence étrangers.

Cette synthèse restitue l'essentiel de cette intervention. Ce n'est pas un verbatim mais une mise en perspective ordonnée, pensée pour les travailleurs sociaux, les formateurs, les agents communaux, les étudiants — toutes celles et ceux pour qui comprendre l'origine des trajectoires est déjà une manière d'accompagner.

I. Une histoire commune, et pourtant profondément asymétrique

L'image est devenue familière. Depuis avril 2023, les écrans montrent un Soudan en ruines : villes éventrées, colonnes de civils sur les routes, chiffres humanitaires qui donnent le vertige. Et toujours la même question, posée avec une sorte de sidération : comment un pays a-t-il pu basculer aussi vite ?

La réponse de Roland Marchal commence par un refus. Refus de chercher l'explication dans les seules semaines qui ont précédé les premiers tirs. Cette guerre n'est pas née en 2023 ; elle plonge ses racines dans deux siècles de conquêtes, de dominations successives et de fractures jamais refermées. C'est cette profondeur-là qui éclaire non seulement les combats, mais aussi les exils, les routes migratoires et les recompositions qui secouent aujourd'hui toute la Corne de l'Afrique.

Une région où les cartes bougent encore

On répète volontiers que l'Afrique aurait figé ses frontières au lendemain des indépendances. La Corne dément cette idée. L'Érythrée s'émancipe en 1993, le Soudan du Sud en 2011, et le Somaliland réclame toujours sa reconnaissance. Ici, la carte reste une question ouverte.

Ce détail n'en est pas un. Il oblige à cesser de lire le Soudan et le Soudan du Sud comme deux dossiers séparés, pour y voir les deux expressions d'une même histoire, celle d'un espace où circulent depuis des décennies les populations, les armes, l'argent et les influences.

Avant les Européens, une conquête oubliée

On raconte souvent l'histoire du Soudan à partir des Britanniques. C'est oublier qu'une première domination les a précédés de loin. Au début du XIX^e siècle, Muhammad Ali, gouverneur ottoman d'Égypte, mène la conquête des terres soudanaises. Le territoire l'intéresse, mais moins que les routes vers le sud et les captifs qui alimenteront ses armées et ses chantiers.

L'esclavage n'est pas ici un simple chapitre refermé. Il façonne des hiérarchies, des méfiances, des manières de se regarder entre Nord et Sud qui survivront longtemps à son abolition — et que le discours politique contemporain ressuscite régulièrement.

Le choix colonial de gouverner deux pays en un

Quand le condominium anglo-égyptien s'installe en 1899, il ne cherche pas à bâtir un territoire homogène. Il administre le Nord et le Sud selon deux logiques opposées. Le Nord reçoit les investissements, les routes, une administration, une élite qui s'organise autour de Khartoum et se branche sur l'Égypte. Le Sud, plus enclavé, jugé moins rentable, plus coûteux à tenir, reste à l'écart : peu d'écoles, peu de routes, peu d'État.

Roland Marchal insiste sur un point que l'on résume mal en le réduisant à une idéologie. Cette asymétrie est aussi affaire de comptabilité : un colonialisme économe, qui veut garder le contrôle sans payer le prix du développement. Résultat : lorsque le nationalisme s'éveille au Nord, le Sud n'a ni les mêmes institutions, ni les mêmes cadres, ni les mêmes outils politiques.

Deux trajectoires qui finissent par se heurter

Dès les années 1920, un mouvement nationaliste prend forme, presque exclusivement au Nord. On veut en finir avec la tutelle britannique ; on se divise seulement sur le lien à conserver avec Le Caire, entre indépendance pleine et union rapprochée.

Le Sud, lui, vit dans un tout autre monde. Marchal le décrit d'une formule qui restera : un « archipel de sociétés », une constellation de communautés dispersées où l'idée même d'un projet national commun peine à émerger. De cet écart naîtront des incompréhensions durables, bien au-delà de l'indépendance du Soudan en 1956.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Les conflits d'aujourd'hui ne se réduisent ni à un Nord musulman contre un Sud chrétien, ni à une guerre de tribus. Ils remontent à des choix politiques anciens, à une gouvernance à deux vitesses, à des rapports inégaux au pouvoir et aux ressources, et à l'incapacité de fabriquer des institutions capables d'unir des territoires que tout séparait déjà.

II. Soudan du Sud : une indépendance qui n’a pas éteint la guerre

Le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud devient un État. Pour beaucoup, c’est l’épilogue heureux d’un demi-siècle de guerres entre Khartoum et les mouvements du Sud : enfin une réponse politique à un conflit qui avait fait des millions de morts et de déplacés. Cette lecture, on l’a beaucoup entendue à l’époque. Elle est fausse — ou du moins tragiquement incomplète.

Tout le propos de Roland Marchal consiste à montrer que l’indépendance n’a rien réglé des causes profondes de l’instabilité. Elle a clos la guerre entre le Nord et le Sud sans toucher aux manières de gouverner, ni aux rivalités internes qui traversaient déjà la libération sudiste. Pire : privées de l’ennemi commun qui les tenait, ces rivalités allaient s’exprimer avec d’autant plus de violence.

John Garang, l’homme qui ne réclamait pas forcément l’indépendance

On aime raconter le Soudan du Sud comme un peuple n’ayant jamais poursuivi qu’un but : son propre État. Marchal démonte ce récit. Lorsque le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/A) naît en 1983 autour de John Garang, son projet n’est pas séparatiste. Garang veut un « Nouveau Soudan » : un État unifié, démocratique, débarrassé de la domination que le centre exerce sur ses marges.

Sa lecture déborde l’opposition Nord-Sud. Pour lui, la relégation ne frappe pas que le Sud : elle frappe aussi le Darfour, les monts Nouba, l’est du pays. Le problème n’est pas qu’il existe un État soudanais, mais la façon dont on le gouverne. C’est dire si l’indépendance ne s’imposait pas comme une évidence : pendant des années, une partie des dirigeants sudistes continue de rêver d’un Soudan réformé plutôt que d’une séparation.

2005, l’accord qui change tout

Après plus de vingt ans de guerre, l’Accord de paix global (CPA) est signé en janvier 2005. Compromis ambitieux, il pose quatre piliers : un partage du pouvoir entre Khartoum et le Sud, un partage des revenus pétroliers, une large autonomie pour le Sud pendant six ans, et, au terme de cette période, un référendum d’autodétermination.

À ce stade, rien n’est joué. Le référendum n’est pas une formalité : il doit d’abord tester la viabilité d’un Soudan profondément réformé. Quelques mois plus tard, un accident va tout faire basculer.

La mort de Garang, et la bascule

Le 30 juillet 2005, moins de trois semaines après avoir prêté serment comme premier vice-président du Soudan, John Garang meurt dans un accident d’hélicoptère. L’onde de choc est immense. Au-delà de l’émotion, le processus de paix perd son architecte et le seul homme

capable d'incarner le « Nouveau Soudan ». Ses successeurs, un à un, glissent vers une ligne franchement indépendantiste.

Sans Garang, l'équilibre imaginé par le CPA devient intenable. Le référendum de 2011 cesse peu à peu d'être un choix ouvert entre deux avenir pour devenir l'enregistrement d'une séparation déjà jugée inévitable.

Un État né avant ses institutions

En janvier 2011, le verdict tombe, sans appel : près de 99 % des votants choisissent l'indépendance. Le chiffre est spectaculaire ; il ne dit rien des défis qui attendent le nouvel État. Le Soudan du Sud hérite d'un territoire immense, presque vide d'infrastructures, où l'administration civile est à l'état d'ébauche. Pendant des décennies, le SPLM/A s'est construit comme une armée de libération. Le voici sommé de devenir un gouvernement : lever l'impôt, rendre la justice, tenir une police, ouvrir des écoles, répondre à un peuple qui a associé l'indépendance à la promesse d'une vie meilleure.

Or, transformer un mouvement armé en administration est l'un des exercices les plus périlleux lors des sorties de guerre. Les réflexes de commandement, les fidélités personnelles, les équilibres entre anciens chefs de guerre continuent de régenter le pouvoir bien après la signature des accords.

Le pétrole : atout maître, chaîne au pied

Sur le papier, le jeune État tient une carte maîtresse : l'essentiel des réserves pétrolières de l'ancien Soudan se trouve désormais chez lui. On imagine déjà la manne finançant la reconstruction. La réalité est plus cruelle. Si les champs sont au Sud, les oléoducs, les ports et les raffineries qui permettent d'exporter le brut sont restés au Nord. Les deux États se retrouvent liés par une dépendance mutuelle : Djouba ne peut vendre son pétrole sans passer par son ancien adversaire, Khartoum vit des droits de transit prélevés au passage.

Cette interdépendance nourrit des tensions permanentes entre les deux capitales et enferme le Sud dans la fragilité d'une économie suspendue à une seule ressource.

La paix rouvre les fractures

Tant que durait la guerre contre Khartoum, les composantes du SPLM/A restaient soudées par l'objectif commun. L'indépendance rompt ce ciment. Rivalités personnelles, compétition pour les ressources, frictions entre politiques et militaires, rapports de force locaux : tout ce que la lutte contre le Nord avait contenu ressurgit. En décembre 2013, la rupture éclate entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, ouvrant une nouvelle guerre civile.

Là encore, Marchal met en garde contre le raccourci. Réduire ce conflit à une opposition entre Dinka et Nuer, c'est manquer l'essentiel. Les appartenances jouent, certes, dans les

mobilisations ; elles n'expliquent pas à elles seules une guerre où les enjeux de pouvoir, les intérêts économiques et les alliances locales pèsent bien davantage.

CE QU'IL FAUT RETENIR

L'indépendance n'est pas, en soi, une garantie de stabilité. En 2011, un État naît, mais ses institutions restent fragiles, son économie dépend du pétrole, et ses élites, issues de la lutte armée, doivent apprendre à gouverner en paix. La séparation a mis fin à une guerre ; elle n'a pas désamorcé les mécanismes qui les fabriquent. Comprendre cette continuité est indispensable pour lire les crises actuelles.

III. Soudan : d'une révolution pleine d'espoir à la guerre totale

1. La chute d'Omar el-Béchir, ou la révolution confisquée

Quand la guerre éclate le 15 avril 2023, on croit d'abord assister à un duel entre deux généraux : Abdel Fattah al-Burhan, chef des Forces armées soudanaises, et Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti, à la tête des Forces de soutien rapide. Marchal juge cette lecture trop courte. Elle n'explique pas pourquoi une révolution populaire — saluée quelques années plus tôt comme l'une des plus prometteuses du continent — a fini dans un tel désastre. L'origine du conflit n'est pas en 2023 : elle est dans la lente érosion du régime d'Omar el-Béchir tout au long des années 2010.

Une économie amputée du Sud

L'indépendance du Soudan du Sud, en 2011, est un séisme pour Khartoum. Elle solde des décennies de guerre civile, mais fait aussi partir l'essentiel des revenus du pétrole. Le Soudan garde les infrastructures d'exportation — l'oléoduc jusqu'à Port-Soudan — mais perd les revenus. Pour un régime qui avait bâti sa tranquillité sur cette rente, le choc est brutal, et jamais vraiment anticipé. Les droits de transit ne compensent qu'une part des pertes ; l'inflation grimpe, le quotidien se dégrade.

Pour desserrer l'étau, le pouvoir mise sur l'or. Dès 2011, l'extraction explose, notamment au Darfour, portée par des entreprises comme par des milliers d'orpailleurs. L'or devient la deuxième ressource d'exportation du pays. Mais il ne règle rien : il fait surgir de nouveaux réseaux économiques greffés sur les appareils sécuritaires et les groupes armés — des réseaux qui joueront un rôle central dans ce qui suit.

Le prix du pain comme détonateur

Au Soudan, les crises politiques naissent rarement d'un seul événement. Depuis des décennies, les gouvernements achètent la paix sociale en subventionnant les denrées de base, farine et pain en tête. L'histoire offre un précédent limpide : en 1985, la suppression de ces subventions, exigée par le Fonds monétaire international, déclenche des émeutes qui emportent le président Nimeiry. Parti du coût de la vie, le mouvement devient politique en quelques jours.

Trente ans plus tard, le scénario se rejoue. Fin 2018, écrasé par la crise, le gouvernement augmente le prix du pain et rabote les subventions. Les premières manifestations éclatent en décembre, en province d'abord, puis à Khartoum. Et, une fois de plus, la revendication se transforme : la colère contre la vie chère laisse place à une exigence nette — le départ d'Omar el-Béchir.

Une jeunesse déjà rompue à la contestation

L'ampleur de la révolution de 2019 ne s'explique pas seulement par l'économie. Elle repose sur un long apprentissage. Dès 2011, dans le sillage des printemps arabes, des tentatives de révolte avaient surgi au Soudan. Réprimées, elles avaient néanmoins formé une génération : manifester, déjouer la sécurité, tisser des solidarités de quartier, inventer des modes d'action difficiles à contrôler.

Longtemps limités, ces essais furent un véritable laboratoire. Quand la crise éclate en 2018, cette génération est prête : les cortèges deviennent réguliers, mieux coordonnés, plus résistants à la répression. Détail qui frappe Marchal : le mouvement ne naît pas dans la capitale. Il monte des villes de province avant de gagner Khartoum — un déplacement du centre de gravité qui prend le régime de court.

Quand les monarchies du Golfe changent de camp

C'est l'une des analyses les plus originales de l'après-midi. On présente d'ordinaire la révolution soudanaise comme un face-à-face entre un peuple et un dictateur. Ce récit oublie un acteur décisif : les monarchies du Golfe.

Des années durant, Khartoum a entretenu des liens étroits avec le Qatar, tout en composant avec la méfiance saoudienne et émiratie envers l'islam politique. El-Béchir joue l'équilibriste : il cède à Riyad et Abou Dhabi, rompt officiellement avec l'Iran, mais garde en coulisses des canaux vers Doha et Téhéran. À force, il ne rassure plus personne. Lorsque la rue se soulève en 2019, Saoudiens et Émiratis choisissent l'armée plutôt que le président.

Marchal souligne un point capital : ce soutien à l'armée n'est en rien un soutien aux démocrates. La priorité de ces monarchies est ailleurs — empêcher qu'une révolution populaire n'aboutisse à une vraie démocratie, qui donnerait des idées à leurs propres sociétés. La chute d'el-Béchir tient donc autant à un calcul régional qu'au courage de la rue soudanaise.

CE QU'IL FAUT RETENIR

La révolution de 2019 n'est pas une simple flambée liée au prix du pain. Elle est le produit d'une convergence : une économie ruinée par la perte du pétrole, près d'une décennie de mobilisations qui ont aguerri une génération, et un basculement géopolitique qui pousse plusieurs puissances à lâcher el-Béchir. C'est ce mélange qui explique la vitesse foudroyante de sa chute.

2. Deux armées dans un seul État : les racines de 2023

L'erreur la plus courante consiste à présenter la guerre de 2023 comme la brouille soudaine de deux hommes. La lecture est commode : deux noms, une lutte d'ego. Elle est surtout profondément insuffisante. Car le conflit ne révèle pas d'abord une rivalité personnelle, mais

une contradiction vieille de vingt ans : pendant tout ce temps, le régime a laissé cohabiter deux appareils militaires puissants, chacun avec sa chaîne de commandement, ses ressources, ses réseaux. La guerre est, pour une large part, le produit de cette architecture.

Du Darfour aux Janjawids : la naissance d'une force parallèle

Pour comprendre les Forces de soutien rapide, il faut revenir au Darfour, en 2003. Face à l'insurrection, el-Béchet choisit d'épargner son armée régulière : il arme et finance des milices locales, recrutées surtout parmi des populations arabes de la région. Ce sont les Janjawids, qui deviennent le fer de lance de la contre-insurrection.

Leur nom restera attaché à des violences de masse — villages rasés, exécutions, viols systématiques, déplacements forcés — au point que la Cour pénale internationale émettra contre el-Béchet un mandat d'arrêt pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Marchal corrige toutefois une idée fausse : les Janjawids ne sont pas une armée homogène, mais une nébuleuse de groupes aux loyautés mouvantes, peu à peu centralisée. C'est de cette centralisation que naîtront les RSF.

Les RSF, de la milice à l'institution

À partir de 2013, le régime met de l'ordre dans ces troupes irrégulières et les coule dans un cadre officiel : les Rapid Support Forces. Le changement n'a rien d'administratif. En leur donnant un statut légal, le pouvoir leur offre des moyens, des équipements modernes, une légitimité — et donc une autonomie. Les RSF ne deviennent pas une unité de l'armée : elles sont un appareil sécuritaire à part entière, branché directement sur le sommet de l'État.

À leur tête s'impose Hemedti. Venu du Darfour, sans passage par les académies militaires, il bâtit son pouvoir non sur les hiérarchies classiques mais sur un réseau de fidélités, d'intérêts économiques et de contrôle territorial. C'est un tout autre mode de fabrication du pouvoir : par la guerre, les alliances locales et la maîtrise de ressources stratégiques.

Deux appareils, deux logiques

Au fil des ans, les RSF montent en puissance. Elles interviennent au Darfour et ailleurs, mais aussi hors des frontières : plusieurs milliers de leurs hommes sont déployés au Yémen, dans la coalition menée par l'Arabie saoudite et les Émirats. Ces engagements rapportent — et renforcent encore leur indépendance financière. En face, l'armée régulière, les Sudanese Armed Forces, garde son rôle de force nationale.

Le Soudan se retrouve dans une situation singulière : deux armées puissantes, officiellement au service de l'État, mais avec chacune ses commandements, ses intérêts et ses parrains étrangers. Tant qu'el-Béchet règne, cette coexistence tient — parce qu'elle le sert. En multipliant les centres de pouvoir, il s'assure qu'aucun ne devienne assez fort pour le renverser. Stratégie classique des régimes autoritaires, aux effets pervers : elle mine durablement l'État lui-même.

La révolution ne dissout pas la contradiction

En avril 2019, el-Béchir tombe. Beaucoup espèrent alors reconstruire des institutions unifiées. Or les deux grands bénéficiaires de sa chute sont précisément les chefs des deux armées : Burhan et Hemedti, qui s'installent au cœur du Conseil militaire de transition. Le président disparaît ; les structures qui le soutenaient restent intactes.

Marchal insiste sur cette continuité, souvent négligée. La révolution modifie les équilibres politiques sans transformer les rapports de force militaires. Les deux appareils gardent leurs hommes, leur argent, leurs réseaux. Cette réalité va peser de tout son poids sur la transition.

POINT DE VIGILANCE

L'opposition SAF/RSF n'est pas celle, simple, d'une « armée nationale » face à une « milice ». Au fil des ans, les RSF sont devenues une institution officielle, dotée de vraies capacités militaires, de ressources propres et de relations diplomatiques directes avec plusieurs États. La guerre de 2023 n'oppose donc pas l'État à une rébellion : elle oppose deux composantes de l'appareil d'État.

Une guerre déjà inscrite dans les institutions

La vraie question, dit Marchal, n'est pas seulement de savoir pourquoi la guerre éclate en 2023 — mais pourquoi elle n'a pas éclaté plus tôt. Pendant près de quatre ans, la transition repose sur un équilibre fragile entre deux organisations aux intérêts de plus en plus incompatibles. L'une veut rester l'armée de la nation ; l'autre refuse de céder l'autonomie conquise au cours de la décennie précédente. À partir du moment où la transition prévoit l'intégration des RSF dans l'armée régulière, la collision devient probable. La question n'est plus de savoir s'il y aura une crise, mais dans quelles conditions elle éclatera.

3. Avril 2023 : quand la guerre devient presque inévitable

On présente souvent le 15 avril 2023 comme une rupture brutale. Les premières images de Khartoum donnent le sentiment d'une explosion venue de nulle part, née d'une rivalité d'hommes. Marchal renverse la perspective. Quand les premiers tirs claquent, la crise est déjà largement engagée. Depuis des mois, les négociations sur la transition ont mis au jour une contradiction impossible à contourner : on ne pouvait pas rebâtir un pouvoir civil sans toucher à l'équilibre militaire hérité d'el-Béchir. La guerre n'est pas le début de la crise ; elle en est l'aboutissement.

Une transition face à une question qu'elle ne sait pas résoudre

Après la chute d'el-Béchir, la transition engagée en août 2019 soulève d'immenses espoirs. Sous la pression de la rue et de la communauté internationale, civils et militaires trouvent un compromis : restaurer peu à peu un pouvoir civil, reconstruire les institutions, organiser des

élections. Le moment est aussi une rupture symbolique — la Constitution islamique, qui charpentait une partie de l'ordre politique, est suspendue.

Mais une question demeure, que personne ne parvient à trancher : comment reconstruire un État qui possède deux armées ? Longtemps, on la traite comme un problème technique, réglable au fil de la transition. C'est précisément cette lecture, dit Marchal, qui se révélera fatale.

L'intégration des RSF, un enjeu existentiel

Début 2023, les discussions se cristallisent sur un point jugé indispensable : fondre les RSF dans les Forces armées soudanaises. Sur le papier, la logique est imparable — un État ne peut vivre durablement avec deux armées concurrentes. Dans les faits, les deux camps entendent la proposition de manière radicalement opposée.

Pour Burhan, l'objectif est clair : intégrer les combattants des RSF, leur donner des grades, démanteler leur commandement autonome, puis, à terme, dissoudre la force parallèle. Méthode classique de gestion des groupes armés après un conflit : intégrer, disperser, démobiliser. Hemedti, lui, y lit tout autre chose. Accepter, ce serait renoncer à ce qui fonde désormais son pouvoir — ses hommes, son autonomie, son argent, son influence. Ce n'est pas une réforme administrative. C'est un choix de survie.

Deux visions inconciliables de l'État

À mesure que les pourparlers avancent, le constat s'impose : les deux hommes ne défendent plus seulement des intérêts divergents, mais deux conceptions incompatibles du pouvoir. Pour l'armée régulière, la transition n'a de sens que si l'État recouvre le monopole de la force. Pour les RSF, cette même réforme n'est qu'une manœuvre de neutralisation. Aucun compromis durable n'est possible. Les désaccords entre Burhan et Hemedti ne datent pas de 2023 ; mais la question de l'intégration les rend soudain impossibles à masquer. La montée des tensions s'emballe.

Le passage à l'affrontement

Le 15 avril 2023, les combats embrasent Khartoum avant de s'étendre au pays. Pour beaucoup, la guerre commence ce jour-là. Marchal propose une autre lecture : cette date marque moins un début qu'un point de non-retour, l'instant où une contradiction institutionnelle longtemps contenue cesse d'être négociable. Deux armées qui coexistaient tant qu'elles servaient un même régime deviennent incapables de partager le pouvoir dans une transition démocratique. L'affrontement armé n'est que la traduction militaire d'un désaccord politique devenu insoluble.

Bien au-delà de deux généraux

Reste à se méfier de l'image dominante : celle d'une guerre réduite à deux hommes forts. Elle n'est pas fausse, mais elle occulte le fonctionnement même de l'État soudanais, fondé depuis l'époque coloniale sur la multiplication de forces parallèles chargées de maintenir l'ordre

sans jamais donner trop de poids à l'armée nationale. Consolidé sous el-Béchir, ce modèle finit par produire sa propre contradiction : la force créée pour soutenir l'État devient assez puissante pour le défier.

Marchal propose trois clés de lecture complémentaires : une lecture politique, centrée sur l'échec de la transition ; une lecture institutionnelle, qui éclaire les effets de la coexistence de deux armées ; et une lecture historique, qui montre comment un pouvoir fondé sur la délégation de la violence à des milices finit par se fragiliser lui-même.

Une fracture qui déborde les institutions

La guerre révèle enfin une transformation plus sourde. Les RSF recrutent surtout dans les périphéries ; le corps des officiers de l'armée reste largement issu de la vallée du Nil, cœur historique du pouvoir. Sans réduire le conflit à une géographie, Marchal y voit le signe d'une fracture ancienne, réveillée par la guerre. Car cette confrontation ne détruit pas que des institutions : elle abîme l'idée même d'une communauté politique soudanaise. Plus les violences durent, plus les appartenances locales ou communautaires l'emportent sur le sentiment national partagé.

CE QU'IL FAUT RETENIR

La guerre du 15 avril 2023 n'est pas une querelle de généraux. Elle procède de l'échec de la transition ouverte en 2019, mais aussi d'un mal plus ancien : la présence, au sein d'un même État, de deux appareils militaires puissants, autonomes et aux intérêts inconciliables. Là est, pour Marchal, le cœur de la crise soudanaise contemporaine.

4. Une guerre soudanaise aux dimensions régionales

Vue de loin, la guerre entre SAF et RSF paraît strictement intérieure : des acteurs soudanais, des batailles sur le sol national, une lutte pour le contrôle de l'État. Marchal objecte que cette lecture n'explique pas l'essentiel — pourquoi le conflit s'éternise depuis plus de deux ans malgré les médiations. Les causes sont soudanaises ; mais sa durée, son intensité et sa capacité de destruction tiennent largement à l'implication d'acteurs régionaux et internationaux. Le Soudan est devenu un théâtre où se croisent plusieurs stratégies de puissance.

Sans les soutiens extérieurs, la guerre changerait de nature

C'est l'une de ses affirmations les plus fortes. Si les principaux appuis étrangers coupaient en même temps les armes, l'argent et la logistique, le conflit basculerait vite vers la négociation. Marchal ne promet ni paix immédiate ni paix durable ; il constate simplement que la capacité des deux camps à faire la guerre dépend désormais de ressources venues de l'extérieur. Tant qu'elles afflueront, aucun acteur n'aura vraiment intérêt au compromis.

Autrement dit, pour comprendre cette guerre, il ne suffit plus de regarder Khartoum ou le Darfour : il faut aussi observer Le Caire, Abou Dhabi, Riyad, Ankara, Moscou et Téhéran.

Des intérêts différents, un même effet

Les États impliqués poursuivent des buts parfois opposés : préserver une influence en mer Rouge, sécuriser des investissements miniers ou portuaires, disposer d'un espace de projection militaire ou diplomatique. Marchal cite notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie, le Qatar, la Russie et l'Iran parmi ceux dont les interventions pèsent directement sur le rapport de force. Les motivations divergent ; le résultat, lui, converge : chaque soutien renforce un camp et réduit d'autant l'incitation à négocier.

Une guerre qui change de technologie

L'internationalisation ne se lit pas qu'en dollars. Elle transforme la guerre elle-même. Marchal note l'apparition d'équipements jusque-là rares sur le sol soudanais : drones armés, essaims de drones, frappes de précision. Ces armes effacent l'importance des lignes de front classiques et permettent d'atteindre des infrastructures éloignées des combats. La distinction entre l'avant et l'arrière s'estompe : des villes longtemps préservées deviennent vulnérables. L'aéroport de Khartoum, mais aussi Port-Soudan — que l'on croyait à l'abri — peuvent désormais être visés.

Une guerre sans vainqueur

Le flux continu de ressources produit un autre effet : il interdit toute victoire décisive. Depuis le début, le rapport de force oscille — les RSF prennent l'avantage, l'armée reprend l'initiative au cours de 2025, les RSF retrouvent ensuite des capacités offensives. Ces renversements dessinent un conflit où aucun camp n'a durablement les moyens de l'emporter. La guerre s'installe dans l'usure : on continue de combattre non pour gagner vite, mais pour ne pas perdre.

Une crise que la durée aggrave

Cette absence d'issue militaire frappe d'abord les civils. Plus la guerre dure, plus les déplacements grossissent ; hôpitaux, écoles, réseaux d'approvisionnement et administrations se délitent ; et à mesure que les combats gagnent de nouveaux territoires, le retour des déplacés devient plus incertain. L'évolution militaire, rappelle Marchal, est indissociable de ses conséquences humaines : chaque prolongation ajoute mécaniquement des femmes et des hommes contraints de partir, à l'intérieur du pays comme vers les États voisins.

Une crise régionale avant d'être migratoire

Cette dimension internationale explique aussi pourquoi les mouvements de population débordent le Soudan. Les réfugiés gagnent le Tchad, le Soudan du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, où ils s'ajoutent parfois à des populations déjà déplacées par d'autres guerres. Cette superposition fragilise toute la Corne de l'Afrique. Les migrations vers l'Europe, insiste

Marchal, ne sont que la part visible d'un phénomène bien plus vaste, dont l'essentiel se joue à l'échelle régionale.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Née de dynamiques internes, la guerre du Soudan se prolonge grâce à des soutiens régionaux et internationaux. Financements, livraisons d'armes et technologies nouvelles permettent aux deux camps de continuer malgré l'absence de victoire possible. C'est cette internationalisation qui explique, pour une large part, qu'elle soit devenue la plus grande crise de déplacement au monde.

IV. De la guerre à l'exil : lire les parcours migratoires

L'exil n'est pas un après-coup de la guerre

Dans les médias européens, la migration apparaît souvent comme la conséquence la plus visible du conflit : des familles aux frontières, des camps, des files. Comme si les déplacements venaient après les combats. Marchal invite à renverser l'image. Les migrations ne sont pas périphériques ; elles sont au cœur du conflit. Depuis des décennies, violences, crises économiques, sécheresses, déplacements internes et recompositions politiques n'ont cessé de remodeler les mobilités dans toute la Corne. Les trajectoires qui aboutissent aujourd'hui en Europe s'inscrivent dans cette histoire longue : elles ne commencent presque jamais au bord de la Méditerranée, mais par une succession de déplacements régionaux qui peuvent durer des années.

La grande majorité des déplacements restent régionaux

Un point revient sans cesse : on regarde les migrations soudanaises à travers un prisme européen qui ne correspond pas à la réalité statistique. L'immense majorité des personnes déplacées demeurent dans la région — au Tchad, au Soudan du Sud, en Égypte, en Éthiopie, en République centrafricaine — ou restent déplacées à l'intérieur même du Soudan. La logique première est celle de la proximité : quitter son foyer n'est pas vouloir rejoindre l'Europe. Pour beaucoup de familles, il s'agit d'abord de trouver un lieu sûr, de préserver les liens et, si possible, d'envisager un retour. La migration internationale n'est qu'une part d'un phénomène bien plus vaste : le déplacement forcé à l'échelle régionale.

Des parcours rarement linéaires

On imagine volontiers un trajet direct, du pays d'origine au pays d'accueil. La réalité est faite d'étapes, de retours, d'attentes, de destinations qui changent. Une personne protégée un temps dans un pays voisin peut devoir repartir — nouvelle crise sécuritaire, absence de perspectives, accès aux droits impossible. Les parcours sont des processus évolutifs, façonnés par les transformations permanentes des conflits régionaux.

Des routes qui se déplacent avec les guerres

Les itinéraires ne sont jamais figés. Quand les fronts bougent, que des frontières se ferment ou que les contrôles se durcissent, les routes se recomposent. Les réseaux de passeurs suivent — et se professionnalisent : les départs ne relèvent plus seulement d'initiatives individuelles, mais de systèmes économiques capables de réorienter les flux au gré des risques et des opportunités. Le prix, le danger et la durée des parcours augmentent d'autant.

Écouter autrement les récits d'exil

Pour les professionnels, cette complexité appelle une vigilance particulière. Les récits recueillis reflètent souvent une trajectoire longue, faite de plusieurs déplacements. Certaines

étapes affleurent à peine — non qu’elles soient sans importance, mais parce qu’elles sont devenues, pour la personne, une expérience presque ordinaire. Connaître le contexte régional aide à saisir ce qui, sans lui, ressemblerait à des incohérences : un changement d’itinéraire, une longue attente, un détour. Les trajectoires individuelles ne prennent sens qu’une fois replacées dans leur environnement géopolitique.

UNE IDÉE REÇUE À DÉFAIRE

« Les Soudanais quittent directement leur pays pour l’Europe. » La plupart connaissent au contraire plusieurs étapes : des mois, souvent des années, dans un ou plusieurs pays voisins, avec des parcours interrompus, réorientés, ralentis par l’évolution des conflits, les politiques migratoires ou les conditions d’accueil. Le comprendre, c’est se donner les moyens de saisir la diversité réelle des expériences d’exil.

Les migrations racontent aussi les guerres

Une dernière idée, parmi les plus fortes : les migrations ne sont pas seulement une conséquence des guerres, elles en sont un révélateur. Les routes empruntées, les pays de refuge choisis, les moments de départ, les profils de ceux qui partent — tout cela traduit les transformations du conflit lui-même. Observer les migrations, c’est observer les recompositions politiques, économiques et militaires de la région. À ce titre, les parcours des personnes accompagnées par les professionnels de l’intégration sont, au-delà des histoires individuelles, une source précieuse pour comprendre le Soudan d’aujourd’hui.

V. Une société qui se fragmente : la guerre contre l'idée de nation

Les guerres civiles détruisent des ponts, vident des villes, ruinent des économies. Elles font aussi un travail plus discret et non moins durable : elles changent la manière dont une société se regarde. La réflexion la plus profonde de l'après-midi ne portait finalement ni sur les batailles ni sur les négociations, mais sur cette lente altération du tissu social soudanais. Car la guerre actuelle, dit Marchal, ne menace pas seulement l'État : elle érode l'idée même d'une communauté nationale.

Être soudanais, une identité toujours en chantier

Depuis 1956, le Soudan cherche à forger une identité capable de rassembler une société d'une immense diversité — des dizaines de groupes linguistiques, religieux, culturels. Cette pluralité n'a jamais été, en soi, un obstacle. Le problème est ailleurs : pendant des décennies, les institutions ont privilégié une définition étroite de la nation, centrée sur les élites de la vallée du Nil. D'où un sentiment de relégation dans les périphéries — Darfour, monts Nouba, Nil Bleu, est du pays. Pour Marchal, cette opposition entre un « centre » et des « marges » est une grille de lecture bien plus juste que les interprétations purement ethniques ou religieuses.

Les périphéries au cœur de la guerre

La composition des forces le montre. L'armée régulière recrute une grande part de ses officiers dans le cœur historique du pouvoir ; les RSF puisent l'essentiel de leurs combattants dans les périphéries, au Darfour surtout. Cela ne fait pas de chaque camp un bloc homogène — Marchal insiste au contraire sur leur extrême diversité. Mais leur sociologie révèle des histoires différentes, des trajectoires de pouvoir distinctes, des rapports contrastés à l'État. La guerre met ainsi au jour des fractures anciennes, bien au-delà des seuls combats.

Le piège de la lecture « tribale »

Plus le conflit dure, plus les discours identitaires se durcissent. Marchal met en garde contre la tentation de lire chaque acteur à travers une appartenance supposée. Les habitants du Darfour sont parfois assimilés à des étrangers venus du Tchad ou du Niger ; les soutiens de l'armée, présentés comme les représentants exclusifs de certains groupes de la vallée du Nil. Ces représentations enferment les individus dans des catégories collectives et rongent l'idée d'un projet national partagé. À prendre au sérieux, dit-il, sans les tenir pour une fatalité : elles traduisent avant tout les effets sociaux d'une guerre qui s'éternise.

Quand la guerre redéfinit les appartenances

Plus un conflit dure, plus il refaçonne les liens. Déplacements, destructions, ruptures économiques, violences répétées : les solidarités se déplacent. Les réseaux de proximité pèsent souvent davantage que les institutions ; les appartenances locales, régionales ou

familiales deviennent des ressources vitales pour accéder à la protection, à l'aide, aux possibilités de fuite. Le phénomène n'est pas propre au Soudan. Mais dans un pays où l'État reste inachevé et où plusieurs générations ont grandi dans la guerre, il rend plus difficile encore la reconstruction d'un projet commun.

Une reconstruction qui sera aussi sociale

Les débats internationaux tournent surtout autour des conditions d'un futur cessez-le-feu. Marchal rappelle qu'arrêter les combats, si nécessaire soit-il, ne suffira pas. On réparera les destructions, on réhabilitera les infrastructures, on réorganisera les institutions. Mais restaurer la confiance entre des populations meurtries par des décennies de conflit prendra bien plus de temps. La paix ne se résumera pas à un accord entre dirigeants : elle supposera de reconstruire du lien social et une citoyenneté commune.

CE QU'IL FAUT RETENIR

La guerre ne détruit pas que des infrastructures. Elle transforme peu à peu la manière dont les gens se définissent, perçoivent leurs voisins et envisagent leur avenir commun. Cette fragmentation du tissu social est, pour Marchal, l'un des héritages les plus inquiétants du conflit.

VI. Ce que cela change pour les professionnels de l'intégration

Le mini-débat ne visait pas seulement à mieux comprendre deux conflits. Pour les Centres régionaux d'intégration, il répondait à un besoin concret : donner des clés de lecture qui éclairent le quotidien du terrain. Les personnes venues du Soudan ou du Soudan du Sud sont de plus en plus présentes dans les dispositifs d'accueil et d'accompagnement. Derrière chaque parcours, il y a des guerres, des déplacements successifs, des ruptures familiales — mais aussi des trajectoires sociales, politiques et géographiques extrêmement diverses. L'intervention de Marchal invite à défaire plusieurs représentations simplificatrices qui, parfois à notre insu, orientent notre regard sur ces publics.

Renoncer au parcours « type »

Première leçon : la diversité des trajectoires. Parler « des Soudanais » ou « des Sud-Soudanais » comme de blocs homogènes masque une réalité autrement complexe. Deux personnes d'un même pays peuvent avoir tout vécu de différent : grandir dans un quartier de Khartoum ou dans un village du Darfour, connaître plusieurs déplacements internes avant de partir, transiter des années par l'Égypte ou le Tchad, ou affronter directement les combats. Ces écarts façonnent les récits, les besoins, les attentes. Aucun accompagnement ne peut reposer sur la seule connaissance générale du pays d'origine : elle est un point d'appui, jamais une grille suffisante.

Se souvenir que les identités sont multiples

Marchal met sans cesse en garde contre les lectures qui réduisent les conflits à des appartenances ethniques ou religieuses. La même prudence vaut sur le terrain. Les appartenances communautaires existent et peuvent compter ; elles ne suffisent jamais, à elles seules, à comprendre une personne, ses opinions, son histoire. Mieux vaut les tenir pour un élément parmi d'autres — au même titre que le parcours migratoire, la formation, l'expérience professionnelle, l'histoire familiale ou les conditions de départ. On évite ainsi les généralisations sans nier la diversité des vécus.

Replacer les récits dans leur contexte

Les récits d'exil peuvent sembler difficiles à suivre : plusieurs départs, des retours temporaires, des attentes dans différents pays, des changements d'itinéraire. Ce ne sont pas nécessairement des incohérences. Ils reflètent souvent un environnement régional instable, où conflits, politiques migratoires et conditions de sécurité changent vite. Connaître les grands repères du Soudan, du Soudan du Sud et des pays voisins permet de comprendre certaines étapes sans les interpréter à la hâte.

Mesurer les effets durables de la guerre

Les conflits prolongés produisent des effets qui débordent largement la période des combats : liens familiaux, scolarité, parcours professionnels, perspectives d'avenir. Certaines personnes ont connu plusieurs déplacements avant même de quitter leur pays ; d'autres ont vécu de longues années en camp ou en attente administrative. Ces expériences façonnent les conditions dans lesquelles s'ouvre le parcours d'intégration. Les connaître ne revient pas à réduire quelqu'un à son histoire de guerre : cela permet de replacer certaines difficultés dans un contexte plus large.

Ne pas croire que les diasporas rejouent les conflits

Autre idée reçue : les tensions des pays d'origine se retrouveraient automatiquement dans les diasporas. La réalité est plus nuancée. Certaines fractures continuent d'influencer les relations entre personnes exilées ; d'autres s'atténuent sous l'effet des nouvelles conditions de vie, des solidarités nées du parcours, des expériences partagées dans le pays d'accueil. Il faut donc se garder de toute transposition mécanique entre le contexte d'origine et celui rencontré en Belgique.

La géopolitique comme outil de métier

Dernier enseignement : la connaissance du contexte international n'est pas un supplément de culture générale, c'est un outil professionnel. Comprendre les causes d'un conflit, les acteurs, les routes migratoires, les recompositions régionales permet de mieux situer les récits, d'ajuster l'accompagnement, d'éviter les interprétations réductrices. Cette connaissance ne remplace ni l'écoute ni l'analyse de chaque situation : elle offre un cadre qui donne du sens aux parcours et replace chaque histoire dans le sien.

REPÈRES POUR LA PRATIQUE

- **Éviter les généralisations.** Les parcours sont très divers et ne s'expliquent ni par une seule appartenance ni par une seule expérience de guerre.
- **Resituer les récits.** Déplacements successifs, transits et choix migratoires prennent sens dans l'évolution des conflits régionaux.
- **Privilégier une lecture historique et politique.** Les violences actuelles ont des racines anciennes ; les comprendre dépasse les explications ethniques ou religieuses.
- **Actualiser ses connaissances.** Les rapports de force au Soudan bougent vite : une veille documentaire est un appui précieux.
- **Maintenir une approche individualisée.** Le contexte éclaire l'accompagnement, il ne présume jamais de l'histoire ni des besoins d'une personne.

Conclusion — Comprendre avant d’agir

Les guerres du Soudan et du Soudan du Sud rappellent une évidence trop souvent oubliée : on ne sépare pas une trajectoire migratoire de son histoire. Réduire la guerre soudanaise à un duel de généraux, ou l’exil à un simple flux vers l’Europe, c’est passer à côté de dynamiques bien plus profondes.

L’intervention de Roland Marchal appelle une lecture plus exigeante. Elle montre que les crises d’aujourd’hui plongent leurs racines dans une histoire longue — colonisation, guerres civiles, inégalités territoriales, ruée sur les ressources, ingérences étrangères. Elle rappelle aussi que les déplacements relèvent d’abord de logiques régionales, où les parcours sont multiples, évolutifs, étroitement liés aux soubresauts du conflit.

Pour les professionnels de l’intégration, cette compréhension est un levier. Sans se substituer à l’analyse de chaque situation, elle aide à contextualiser les récits, à déjouer les lectures simplificatrices, à accueillir la diversité des expériences. Cette synthèse ne prétend pas épuiser la complexité du Soudan et du Soudan du Sud. Elle propose un cadre — bâti à partir des analyses de Roland Marchal — pour mieux saisir deux des crises majeures de notre temps, et ce qu’elles font aux vies qu’elles jettent sur les routes.

Synthèse réalisée à partir du mini-débat du 26 mai 2026, coorganisé par le CRI Centre & Wapi et le CRI Luxembourg.